

## Collaboration

# Une plateforme pour la souveraineté alimentaire

**Parce qu'ensemble, on est plus fort, des ONG actives dans la souveraineté alimentaire ont uni leurs forces**

Valentin Schnorhk

La volonté d'une seule association ne suffirait pas à ce que l'idée de la souveraineté alimentaire se répande et s'applique. L'union fait la force. C'est dans cette optique que depuis plusieurs années la Fédération genevoise de coopération (FGC) a mis sur pied une plateforme pour la souveraineté alimentaire, dans laquelle sont réunies treize\* organisations non gouvernementales (ONG).

«L'idée était de rassembler des partenaires qui puissent partager leurs expériences», explique Michaela Buschi, chargée du programme Partage des savoirs à la FGC. Ceci afin de pouvoir discuter de ce qui marche et ce qui ne marche pas. » Reto Cadotsch, l'un des fondateurs des Jardins de Cocagne, confirme: «Cette plateforme amène une réflexion sur la place des paysans dans la société, que ce soit au Nord ou au Sud. Elle offre des échanges, une vision plus large qui permet d'enrichir le débat.»

Tout commence en 2010, lorsqu'un groupe de travail se constitue pour évaluer l'impact que les projets de développement soutenus par la FGC ont dans la promotion de la souveraineté alimentaire en Amérique latine. Le rapport qui en découle identifie un certain nombre de recommandations dans des domaines tels que l'accès à la terre, l'organisation des filières agricoles ou encore les possibilités d'expression politique. Pour élargir l'analyse au continent africain dont les réalités sont différentes, les ONG concernées décident un an plus tard de réaliser une deuxième étude focalisée plus particulièrement sur l'Afrique de l'Ouest



**Au Togo, l'Organisation pour l'alimentation et le développement local (OADEL) fait la promotion du manger local en milieu urbain.** DR

d'une seule voix sur le plan politique, notamment auprès des organisations internationales.

\* La plateforme comprend: Association Suisse-Cameroun, Food for the Hungry Suisse, Genève tiers-monde, GRAD's, Graine de Baobab, IRED, org, Jardins de Cocagne Solidarité Nord-Sud, SeCoDev, Fondation RAFAD, Swissaid-Genève, Terre des hommes Suisse, Tourism for Help, Uniterre

Cette centaine de pages est le résultat d'un «processus de capitalisation qui consiste à prendre le temps de la réflexion sur l'impact des projets de coopération en matière de souveraineté alimentaire», détaille Michaela Buschi. En plus d'un retour sur les expériences pratiques de chaque contributeur, la plateforme permet aussi de créer un réseau pour mieux agir sur la souveraineté alimentaire. Car la portée des enjeux de cette dernière est aussi bien locale que globale. Les ONG de la plateforme peuvent donc se faire entendre



**Brochure «Les familles paysannes sèment l'avenir, La souveraineté alimentaire en Afrique.»**

Ce riche recueil offre un éclairage novateur sur les réalités et les enjeux de la souveraineté en Afrique. Plus d'informations sur le travail du groupe, la thématique et la diffusion de l'ouvrage: [www.souverainetealimentaire.org](http://www.souverainetealimentaire.org)

## Agenda

**C'est quoi? Vile Conférence de La Via Campesina**

**C'est quand? Du 16 au 24 juillet**

**C'est où? Pays basque**

Le mouvement paysan international se réunit sous le cri «Nous nourrissons nos peuples et construisons le mouvement pour changer le monde!» Au menu: débats, présentations et suivi de processus internationaux. <http://viacampesina.org>

**C'est quoi? Festival Alternatiba**

**C'est quand? Samedi 16 septembre, toute la journée**

**C'est où? Parc des Crottes**

A l'aune du défi climatique, il est temps de contribuer à l'émergence d'un autre modèle de développement pour la région et la planète. La plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC tiendra un stand lors du festival. [www.alternatibaleman.org](http://www.alternatibaleman.org)

**C'est quoi? The Meal**

**C'est quand? Samedi 23 septembre, dès 12 h.**

**C'est où? Genève**

L'idée? Partager un repas collectif, simultanément dans plusieurs villes de la planète, afin de soutenir les paysans d'ici et d'ailleurs. <http://the-meal.net>

**C'est quoi? Human Rights and Land Grabbing**

**C'est quand? Du 2 au 6 octobre**

**C'est où? Genève**

Formation dispensée par l'Académie des droits humains à Genève concernant les droits humains et l'accaparement des terres, suivi d'un séminaire d'experts à l'ONU sur la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire. [www.geneva-academy.ch](http://www.geneva-academy.ch)

**C'est quoi? Genève Fêtes son Terroir**

**C'est quand? 14 et 15 octobre**

**C'est où? Présinge**

Au programme du week-end: animations, restauration et

marché de produits du terroir. [www.geneveterroir.ch](http://www.geneveterroir.ch)

**C'est quoi? Journée mondiale de l'alimentation**

**C'est quand? 16 octobre**

**C'est où? Partout dans le monde**

# Tribune de Genève

FEDERATION  
GENEVOISE  
DE COOPERATION

Supplément réalisé en partenariat avec la Fédération genevoise de coopération

## La souveraineté alimentaire: une nécessité



Rwanda - SECOPBY

● **La souveraineté alimentaire? Pourquoi? Pour qui? Page 2**

● **Interview d'Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Page 2**

● **Pérou, Sénégal, Togo... Zoom sur quelques projets qui changent la face du monde. Page 3**

● **Plusieurs associations unissent leurs forces et collaborent sur la même plateforme. Page 4**

● **Agenda. Page 4**

## Une valeur fondatrice

René Longet  
Président de la  
Fédération genevoise  
de coopération (FGC)



L'enjeu agroalimentaire est particulièrement emblématique de notre monde globalisé. Bien sûr, pour sortir de la pénurie et des carences alimentaires, il fallait moderniser ce secteur. Mais notre monde est allé bien trop loin dans l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation.

Pour l'essentiel, des experts tels qu'Olivier de Schutter, Pierre Rabhi ou Hans-Rudolf Herren soulèvent des points communs: la seule façon de nourrir une population croissante est de soutenir l'agriculture familiale, prendre soin de la fertilité des sols, d'un approvisionnement décentralisé et d'une large diversité génétique... Malheureusement, tant au Nord qu'au Sud, nos sociétés ont négligé le sort des familles paysannes et nous nous sommes mis sous la dépendance des intrants chimiques et du pétrole, et de ceux qui les fournissent.

A Genève, que ce soit pour la production agricole, soutenue depuis 2004 par la Loi sur la promotion de l'agriculture genevoise, ou pour les projets de développement au Sud financés par les fonds publics, la notion de souveraineté alimentaire fédère. Il s'agit de valoriser le potentiel et les spécificités régionales, dans le libre choix des populations et en vue d'une relocalisation solidaire.

C'est la façon la plus cohérente de concrétiser un principe internationalement reconnu: le droit à l'alimentation pour tous, dans le respect des consommateurs, des producteurs et des ressources qui nous font vivre.

# Adapter nos politiques alimentaires aux besoins de la population

**Les adeptes de la souveraineté alimentaire s'engagent pour un modèle où l'agriculture de proximité a un rôle à jouer**

Valentin Schnorrk

are aux méprises. Non, l'idée d'une souveraineté alimentaire n'est pas celle d'une société en autarcie où toute forme de commerce est bannie. «C'est un malement diffusé par les adversaires de la souveraineté alimentaire», lance Olivier De Schutter, juriste belge qui fut entre 2008 et 2014 rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Il précise: «Il s'agit d'une exigence démocratique pour que les gens puissent choisir librement leur politique alimentaire et que celle-ci ne soit pas dictée par le commerce international.» C'est-à-dire promouvoir la mise en place de politiques adaptées aux besoins des populations, où l'agriculture paysanne peut avoir aussi un rôle à jouer.

Le concept a été formulé pour la première fois en 1996 par le mouvement Via Campesina lors du Sommet sur l'alimentation de Rome organisé

**Olivier De Schutter, quelles sont les problématiques du système alimentaire actuel?**

Les maux se situent à trois niveaux. D'abord, avec la mondialisation des circuits de production et de distribution, les pays en développement ont mis l'accent sur des produits d'exportation, comme le café, au détriment de productions vivrières locales comme le manioc. La capacité à bien se nourrir a été délaissée. Ces pays



par la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. La souveraineté alimentaire cherche à se dégager des productions agroindustrielles et s'affirme comme une rupture avec les idéaux de l'OMC sur le commerce international.

L'enjeu est prégnant dans les pays du Sud, où les populations rurales sont fortement touchées par la famine. Mais au Nord aussi, l'érosion de l'agriculture paysanne est un vrai problème. Depuis Genève, plusieurs organisations sont actives pour remettre à ce problème, à l'instar d'Uni-

terre ou des Jardins de Cocagne. Comment promouvoir la souveraineté alimentaire? En favorisant l'agriculture de proximité et en réduisant l'assujettissement aux grands groupes agroalimentaires, par exemple. «Il ne faut pas confondre souveraineté avec autosuffisance alimentaire, prévient

«Il ne faut pas confondre souveraineté avec autosuffisance alimentaire. La Suisse est très dépendante de l'étranger et cela ne changera pas»

Rudi Berli Uniterre Genève

## «La capacité à bien se nourrir a été délaissée»

pétitives et moins attractives pour les grands acteurs du marché. Enfin, les régimes alimentaires sont de plus en plus riches en aliments transformés dans le but d'être transportables. Ceci au détriment de leur qualité nutritive.

**Comment situer l'application de la souveraineté alimentaire au niveau global?**

Ce modèle monte en puissance depuis la fin des années 90. La souveraineté alimentaire insiste sur des productions diversifiées pour satisfaire les besoins locaux. Cela attribue un rôle secondaire au commerce international. Mais il y a toujours une série

de réflexes qui nous maintiennent otages de l'ancien système.

**Comment un Suisse peut-il favoriser la souveraineté alimentaire à son humble niveau?**

Premièrement, en choisissant des aliments provenant des producteurs locaux, même si cela peut être plus coûteux, et consommer d'une manière responsable. Deuxièmement, en s'investissant dans la démocratie alimentaire. Chacun peut prendre des initiatives, ne serait-ce, par exemple, qu'en s'impliquant dans le contenu des assiettes des enfants dans les cantines scolaires.

**Propos recueillis par V.S.**

PLIERICI

### Pérou: améliorer la qualité de vie des paysans



Dans les provinces andines, beaucoup de gens partent travailler dans

les mines et délaissent l'élevage et l'agriculture. Le jour où ces industries partent, les effets sur l'emploi seront terribles», explique Carl Clemente, du Service coopération développement (SeCoDev). Dans ces régions rurales, les cultures sont familiales, de petite taille et donc peu concurrentielles. Pour améliorer la qualité de vie des populations locales, le SeCodév, issu de Caritas Genève, s'est associé au Centre de développement rural et urbain marginal (Cedrum). Ils fédèrent les agriculteurs en associations, les accompa-

gnent par des formations et un travail de plaidoyer.

Le projet vise à augmenter les revenus agricoles et de l'élevage - de truies et de bovins. Il cherche à intensifier les récoltes de quinoa, de papa natva (pomme de terre locale) ou d'avocats pour gagner de plus grands marchés. Et, par le croisement de races, à améliorer la quantité de viande mais également à obtenir davantage de lait afin que les surplus puissent être transformés et vendus sous forme de produits laitiers. Les paysans apprennent aussi à présenter des plans d'affaires afin d'obtenir des financements publics.

Laure Gabus

### Sénégal: valoriser les semences paysannes



Au Sénégal, la petite agriculture est «étranglée», s'alarme Allihou Ndiaye, coordinateur de l'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes (AS-PS). L'association s'inquiète de l'imposition de dettes étrangères, de l'agro-business promu par l'État ainsi que des lois semencières qui facilitent l'introduction d'OGM. Pour faire face à ces pressions, deux acteurs genévains - les Jardins de Cocagne et l'association Uniterre - ont uni leurs forces à l'ASPP en 2016 afin de redonner confiance à des groupements de paysans dans les semences traditionnelles, dites paysannes. Ces semences

étant victimes de préjugés, comme une soi-disant inadaptation aux changements climatiques, les associations œuvrent pour développer une conscience autour de leur importance pour la biodiversité et l'autonomie des exploitants familiales. Elles invitent les agriculteurs à participer à des foires dans le but de renforcer les échanges entre paysans, souvent trop isolés, afin de démultiplier le succès de leurs expérimentations qui sont de vraies alternatives aux filières dominantes. Une partie de ce travail passe par la valorisation du rôle des femmes dans la sélection, la production et la conservation des semences paysannes. L.G.

## Togo: s'organiser pour vendre les produits locaux

Comment donner envie aux citoyens de manger local? Au Togo, des paysans s'organisent en petits groupes pour produire puis commercialiser leurs produits dans les centres urbains. Des Entreprises de services et organisations de producteurs (ESOP) leur viennent en aide: trois d'entre elles sont soutenues par l'association Genève tiers-monde. Dans un premier temps, elles négocient avec les paysans l'achat d'une partie de leur récolte à un prix établi ensemble sur la base du coût de production et non du marché. Cela permet d'assurer aux paysans un revenu, que la récolte soit bonne ou mauvaise. Ensuite, les ESOP s'occupent de transformer le riz, le



soja, le miel ou encore la viande dans leurs usines et de les commercialiser. Alejandro Mackinnon, secrétaire général de Genève tiers-monde, donne l'exemple du riz Dêlice - le premier riz togolais: «En invitant les producteurs à cultiver un produit de qualité et en comparant les consommateurs urbains à manger un riz local, nous sommes parvenus à concurrencer le riz d'importation subventionné par les États-Unis.» Le riz Dêlice représente environ 5% du marché et plus de 15% du riz par tête consommé au Togo. Les ESOP offrent des emplois en ville, dans leurs fabriques ou au niveau de la commercialisation, à des femmes ou des jeunes en réinsertion professionnelle. L.G.

PLIERICI